



**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
COMMUN A L'ENSEMBLE DES LOTS**

**ACCORD-CADRE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE
A MARCHES SUBSEQUENTS**

N ° 2024-UM-CPCA-MOE

**Missions de maîtrise d'œuvre
sur les unités territoriales d'itinéraire Marne
et Canaux de Picardie et de Champagne-Ardenne**

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine
Unité territoriale d'itinéraire Marne
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS**

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
1 Missions de maîtrise d'œuvre	4
1.1 Limites géographiques	4
1.2 Limites infrastructurelles	4
1.3 Limites interventionnelles	5
2 Contenu d'une mission de maîtrise d'œuvre	6
ARTICLE 2 : INTERVENANTS	6
1 Maîtrise d'ouvrage	6
1.1 Représentant du pouvoir adjudicateur	6
1.2 Conducteur d'opération	6
2 Maîtrise d'œuvre	7
2.1 Directeur des opérations	7
2.2 Chef d'opération	7
2.3 Equipe opération	7
3 Intervenants extérieurs	7
ARTICLE 3 : SUIVI D'EXECUTION D'UNE MISSION	8
1 Plan d'assurance qualité	8
1.1 Composition type du plan d'assurance qualité	8
1.2 Contrôle intérieur du PAQ	9
1.3 Contrôle extérieur	9
1.4 Validation par la maîtrise d'ouvrage	9
2 Réunions	10
ARTICLE 4 : ELEMENTS DE MISSION	11
1 Eléments de mission de base	11
1.1 Etudes préalables / Etudes de diagnostic (EP/DIAG)	11
1.2 Etudes d'avant-projet (AVP)	11
1.3 Etudes de projet (PRO)	11
1.3.1 Opportunité de recourir à des accords-cadres travaux existants	11
1.4 Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)	12
1.4.1 Accords-cadres et marchés travaux	12
1.4.1.1 CAS N°1 : Passation des contrats de travaux par accords-cadres travaux	12
1.4.1.2 CAS N°2 : Passation des contrats de travaux par marchés travaux	13
1.4.1.3 CAS N°3 : Passation des contrats de travaux par accords-cadres et marchés travaux	13
1.5 Visa des études d'exécution (VISA)	13
1.6 Direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET)	13
1.6.1 Suivi à pied d'œuvre	14
1.6.1.1 Prises de décision	14
1.6.1.2 Constatations	14
1.7 Ordonnancement et planification du chantier (OPC)	14
1.8 Assistance lors des opérations de réception (AOR)	15
2 Eléments de mission complémentaire	15
2.1 Études complémentaires (EMC1)	15
Consultation n° 2024-UM-CPCA-MOE	2

2.2	Autorisations réglementaires (EMC2)	16
2.3	Prestations ponctuelles (EMC3)	16
2.4	Réunion supplémentaire.....	16

Infrastructure	Quantité indicative
Rivière Marne Canalisée	Environ 180 km
Canal de Chelles	8.83 km
Canal de Meaux à Chalifert	12.75 km
Canal latéral à la Marne	13.63 km
Barrages de navigation	13
Ecluses	20
Tunnel	1
Pont tournant	1
Vanne d'alimentation (canal de Chelles)	1

- L'unité territoriale d'itinéraire Canaux de Picardie Champagne-Ardenne comprend 8 canaux dont environ 220 km de rives classées et 2 barrages réservoirs classés au titre de la Sécurité des Ouvrages Hydrauliques. Cf carte de l'UTI en annexe.

1.3 Limites interventionnelles

Les missions de maîtrise d'œuvre sont à conduire sur le périmètre interventionnel suivant :

Pour l'UTI Marne :

- Génie civil,
- Électricité,
- Automatisme,
- Vidéo,
- Interphonie, sonorisation et radiocommunication,
- Informatique industrielle,
- Hydraulique,
- Construction métallique
- Procédures et études environnementales
- Fibre optique
- Bâtiments industriels (locaux techniques, cabines d'écluse, etc ...) indissociables des infrastructures susmentionnées.

Parmi les infrastructures énumérées à l'article 1.2, certaines sont classées au regard des articles 214-112 à 114 du code l'environnement. Pour toute mission de maîtrise d'œuvre confiée sur une infrastructure classée le maître d'œuvre doit disposer de l'agrément adéquat pour intervenir.

Pour l'UTI Canaux de Picardie Champagne-Ardenne :

La plupart des rives de biefs de canaux de l'UTI étant classée au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques, l'essentiel des interventions sera sur des ouvrages classés SOH, en particulier, rives de digues classés barrages C au titre de la SOH.

Plus ponctuellement, le maître d'œuvre sera sollicité pour des missions relatives à des opérations de génie civil : tunnels, rigoles d'alimentation, travaux sur digues ou écluses.

2 Contenu d'une mission de maîtrise d'œuvre

Les missions de maîtrise d'œuvre sont définies à l'article 6 du cahier des clauses administratives particulières.

ARTICLE 2 : INTERVENANTS

Les missions de maîtrise d'œuvre sont réalisées en lien avec les intervenants présentés ci-après :

1 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de toutes les missions de maîtrise d'œuvre est la Direction territoriale du Bassin de la Seine et de la Loire aval de Voies navigables de France.

*Voies navigables de France
Direction territoriale Bassin de la Seine et de la Loire aval
18 quai d'Austerlitz – 75013 PARIS*

Cette dernière est définie comme pouvoir adjudicateur.

1.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le Directeur territorial du Bassin de la Seine et de la Loire aval, et par délégation, toute personne habilitée à signer tout acte ou décision relatif à la conclusion ou l'exécution du présent accord-cadre et des marchés subséquents.

1.2 Conducteur d'opération

En fonction de la localisation des missions de maîtrise d'œuvre, la conduite d'opération est assurée par :

- Soit l'unité territoriale d'itinéraire Marne

*Voies navigables de France
Direction territoriale Bassin de la Seine et de la Loire aval
Unité territoriale d'itinéraire Marne
Barrage de la Marne – 77 100 MEAUX*

- Soit l'unité territoriale d'itinéraire Canaux de Picardie Champagne-Ardenne

*Voies navigables de France
Direction territoriale Bassin de la Seine et de la Loire aval
Unité territoriale d'itinéraire Canaux de Picardie Champagne-Ardenne*

2 Maîtrise d'œuvre

Pour chaque mission de maîtrise d'œuvre, un (1) des titulaires du présent accord-cadre assure la maîtrise d'œuvre.

2.1 Directeur des opérations

Chaque titulaire du présent accord-cadre est représenté par un directeur des opérations qui est le responsable administratif, technique et financier de l'ensemble des missions de maîtrise d'œuvre qui lui sont confiées.

2.2 Chef d'opération

Le directeur des opérations a la possibilité de déléguer la responsabilité technique d'une (1) ou plusieurs des missions de maîtrise d'œuvre dont il a la responsabilité en nommant pour chaque mission de maîtrise d'œuvre concernée un chef d'opération.

2.3 Equipe opération

Le directeur des opérations ou par délégation le chef d'opération s'entoure d'une équipe opération composée d'un (1) ou plusieurs membres lui permettant d'assumer pleinement sa responsabilité technique dans l'exécution de chaque mission de maîtrise d'œuvre.

3 Intervenants extérieurs

Les intervenants extérieurs regroupent tous les intervenants, jusque-là non présentés, dont l'intervention est rendue nécessaire à la bonne réalisation des travaux. De manière non exhaustive, il peut s'agir :

- Des exploitants, des mainteneurs et des gestionnaires du domaine de Voies navigables de France en charge des infrastructures décrites à l'article 1.1.2
- D'un contrôleur technique
- D'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs
- D'un assistant à maîtrise d'ouvrage
- Des services instructeurs chargés d'une police spéciale
- De riverains
- De participants à des réunions publiques
- De concessionnaires de réseaux
- De partenaires financiers
- D'entrepreneurs de travaux

ARTICLE 3 : : SUIVI D'EXECUTION D'UNE MISSION

Tout manquement à tout ou partie des obligations mentionnées dans cet article peut faire l'objet de l'applications des pénalités précisées à l'article 16 du cahier des clauses administratives particulières.

1 Plan d'assurance qualité

Un plan d'assurance qualité sera demandé, comme élément constitutif de l'offre remise par un candidat, lors de chaque consultation pour un marché subséquent.

1.1 Composition type du plan d'assurance qualité

Le PAQ demandé comportera typiquement les éléments suivants :

- Les noms et qualités des personnes désignées dans l'offre pour assurer les fonctions de directeur/trice de projet et chef/fe de projet.
- La composition détaillée de l'équipe projet (noms, qualifications, ...).
- Le cas échéant, les nom, qualification et coordonnées d'autres intervenants : experts, co-traitants, sous-traitants, ...
- Le cas échéant, les moyens de coordination mis en œuvre avec ces autres intervenants.
- Les méthodes et moyens d'études mis en œuvre : référentiels techniques, guides de référence, méthodes et moyens de calcul, etc.
- La liste des documents constitutifs de l'étude qui sera remise au maître d'ouvrage.
- Le circuit de communication, de suivi des modifications et de validation des documents en cours d'élaboration.
- Le détail des procédures mises en œuvre pour assurer la tenue des délais et la qualité de l'étude.
- L'ordonnancement des études ainsi que la définition des points critiques et des points d'arrêt à lever par la maîtrise d'ouvrage dans l'avancement des études.
- L'organisation des contrôles et, lorsque de besoin, les modalités de reprise de certains documents d'étude par le titulaire. L'organisation des contrôles doit détailler : les types de contrôles par type de production, le/la/les responsable/s de contrôle ; les moyens mis en œuvre.

Il pourra être adapté, allégé ou renforcé suivant les besoins spécifiques de chaque marché subséquent.

A l'issue de sa mission le titulaire transmet au maître d'ouvrage le PAQ complété :

- des documents de traçabilité (compte-rendus de revues de projet, de levées de point d'arrêt, etc) ;
- des documents attestant de la bonne réalisation du contrôle intérieur ;
- une note récapitulative du suivi des modifications.

1.2 Contrôle intérieur du PAQ

Dans le cadre de son PAQ le titulaire met en place un contrôle intérieur pour s'assurer de la qualité et de la conformité des prestations réalisées. Le titulaire peut réaliser le contrôle intérieur en interne (ex. : autocontrôle par les exécutants) ou en externe, en faisant appel à un prestataire spécialisé. Dans ce second cas le prestataire en charge du contrôle externe du PAQ devra être identifié dans le PAQ proposé au maître d'ouvrage à la notification du marché subséquent

1.3 Contrôle extérieur

Des contrôles des productions du titulaire sont susceptibles d'être réalisés par des prestataires missionnés par le maître d'ouvrage. Le titulaire doit permettre au maître d'ouvrage et à son prestataire d'accéder à tout moment aux informations techniques et financières nécessaires aux contrôles.

Le contrôle extérieur doit en particulier permettre de s'assurer de :

- la conformité des études aux objectifs de l'opération ;
- la qualité des livrables produits ;
- la pertinence des méthodes, référentiels et/ou règlements utilisés ;
- le respect de la réglementation ;
- la bonne exécution du contrôle intérieur prévu au PAQ.

1.4 Validation par la maîtrise d'ouvrage

Préalablement à l'achèvement d'un livrable le titulaire transmet une version finale du dossier en « version 0 » pour validation.

Le maître d'ouvrage transmet ses observations sur les documents transmis.

Le titulaire établit une nouvelle version des documents, en répondant de façon détaillée à chaque remarque formulée. Il produit une note récapitulative regroupant les réponses apportées et les modifications effectuées en miroir de chacune des observations du maître d'ouvrage. L'attention du titulaire est attirée sur le fait que, en cas d'absence de justification concernant la non prise en compte d'une ou plusieurs remarques du maître d'ouvrage le ou les documents concernés sont réputés non transmis.

Chaque livrable ou dossier est susceptible d'être repris autant de fois que nécessaire jusqu'à l'acceptation sans réserve des documents par le maître d'ouvrage.

Les délais de réponse contractuels de chacune des parties sont précisés au CCAP.

Le contrôle extérieur, tel que détaillé au 3.2, pourra au besoin être mobilisé par la maîtrise d'ouvrage en cas de réserve(s) persistante(s) exprimée(s) par la maîtrise d'ouvrage.

2 Réunions

La maîtrise d'œuvre participe à toutes les réunions pour lesquelles la maîtrise d'ouvrage requiert sa présence en présentiel ou en distanciel.

En outre, la maîtrise d'œuvre peut organiser, en présentiel ou en distanciel, toutes les réunions qu'elle souhaite.

Pour chaque réunion, la maîtrise d'œuvre établit à sa charge un compte rendu de réunion qu'elle fait viser à la maîtrise d'ouvrage avant diffusion dans les délais prévus au cahier des clauses administratives particulières.

ARTICLE 4 : ELEMENTS DE MISSION

1 Eléments de mission de base

1.1 Etudes préalables / Etudes de diagnostic (EP/DIAG)

Si les travaux portent sur de la construction neuve, la maîtrise d'œuvre fournit les études préliminaires conformément :

- A l'article R. 2431-24 du code de la commande publique
- Au 1 de l'annexe III de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé

Sinon, la maîtrise d'œuvre fournit les études de diagnostic conformément :

- A l'article R. 2431-25 du code de la commande publique
- Au 1.bis de l'annexe III de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé

1.2 Etudes d'avant-projet (AVP)

La maîtrise d'œuvre fournit les études d'avant-projet conformément :

- A l'article R. 2431-26 du code de la commande publique
- Au 2 de l'annexe III de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé

1.3 Etudes de projet (PRO)

La maîtrise d'œuvre fournit les études de projet conformément :

- A l'article R. 2431-27 du code de la commande publique
- Au 3 de l'annexe III de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé

1.3.1 Opportunité de recourir à des accords-cadres travaux existants

La maîtrise d'ouvrage transmet aux titulaires du présent accord-cadre, dès notification puis au fil de l'eau, l'ensemble des accords-cadres travaux dont elle dispose pour faciliter la passation des contrats de travaux.

A partir des accords-cadres mis à sa disposition, la maîtrise d'œuvre réaliser une note à destination de la maîtrise d'ouvrage indiquant :

- La possibilité ou non de recourir à un (1) ou plusieurs accords-cadres travaux
- En cas de possibilité de recourir à un (1) ou plusieurs accords-cadres travaux, et le cas échéant, les prix nouveaux à établir

1.4 Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)

La maîtrise d'œuvre assiste la maîtrise d'ouvrage dans la passation des contrats de travaux conformément :

- A l'article R. 2431-28 du code de la commande publique
- Au 4 de l'annexe III de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé
- Au articles 1.4.1 à 1.4.2 du présent cahier des clauses techniques particulières

1.4.1 Accords-cadres et marchés travaux

En fonction des études de projet (PRO), la maîtrise d'ouvrage impose à la maîtrise d'œuvre :

- CAS N°1 : La passation de tous les contrats de travaux par accords-cadres travaux
- CAS N°2 : La passation de tous les contrats de travaux par marchés travaux
- CAS N°3 : La passation des contrats de travaux par accords-cadres et marchés travaux

1.4.1.1 CAS N°1 : Passation des contrats de travaux par accords-cadres travaux

La maîtrise d'ouvrage transmet à la maîtrise d'œuvre la dernière version de chaque accord-cadre travaux permettant la passation des contrats de travaux.

La maîtrise d'œuvre rédige et transmet à la maîtrise d'ouvrage toutes les pièces administratives, techniques et financières nécessaires à la passation des bons de commande et/ou des marchés subséquents desdits accords-cadres travaux.

La maîtrise d'ouvrage valide toutes les pièces transmises par la maîtrise d'œuvre. Le cas échéant, la maîtrise d'œuvre apporte toutes les corrections demandées sur les pièces par la maîtrise d'ouvrage en vue d'obtenir une validation de celles-ci.

1.4.1.2 CAS N°2 : Passation des contrats de travaux par marchés travaux

Pour chaque marché travaux à passer, la maîtrise d'œuvre rédige et transmet à la maîtrise d'ouvrage toutes les pièces administratives, techniques et financières que cette dernière lui réclamera pour l'élaboration d'un dossier de consultation des entreprises (DCE). A titre non exhaustif :

- Règlement de consultation (RC)
- Acte(s) d'engagement (AE)
- Cahier des clauses administratives générales et/ou particulières (CCAG/CCAP)
- Cahier des clauses techniques générales et/ou particulières (CCTG/CCTP)
- Bordereau(x) des prix / Décomposition(s) du prix global forfaitaire (BP/DPGF)
- Détail(s) estimatif(s) (DE)
- Tout autre document utile à la compréhension de la consultation telles les études préalables, plan...)

En outre, le cas échéant, la maîtrise d'œuvre peut librement compléter la liste des pièces administratives, techniques et financières attendues par la maîtrise d'ouvrage.

La maîtrise d'ouvrage valide toutes les pièces transmises par la maîtrise d'œuvre. Le cas échéant, la maîtrise d'œuvre apporte toutes les corrections demandées sur les pièces par la maîtrise d'ouvrage en vue d'obtenir une validation de celles-ci.

1.4.1.3 CAS N°3 : Passation des contrats de travaux par accords-cadres et marchés travaux

La maîtrise d'œuvre se réfère au CAS N°1 et CAS N°2 pour la passation des contrats de travaux.

1.5 Visa des études d'exécution (VISA)

La maîtrise d'œuvre fournit les visas des études d'exécution conformément :

- A l'article R. 2431-30 du code de la commande publique
- Au 5 de l'annexe III de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé

1.6 Direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET)

La maîtrise d'œuvre assure la direction de l'exécution des marchés publics de travaux conformément :

- A l'article R. 2431-16 du code de la commande publique
- Au 6 de l'annexe III de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé

1.6.1 Suivi à pied d'œuvre

En plus des réunions organisées conformément à l'article 3.2 et rendues nécessaires à la bonne exécution de la phase Direction de l'exécution des marchés publics de travaux, la maîtrise d'œuvre assure :

- Les prises de décision rendues nécessaires à la bonne exécution de la phase Direction de l'exécution des marchés publics de travaux.
- Les constatations rendues nécessaires à la bonne exécution de la phase Direction de l'exécution des marchés publics de travaux.

1.6.1.1 Prises de décision

Sur sollicitation d'un ou plusieurs des intervenants mentionnés à l'article 2.1 et à l'article 2.3, la maîtrise d'œuvre assure les prises de décision rendues nécessaires à la bonne exécution de la phase Direction de l'exécution des marchés publics de travaux.

Toute prise de décision intervient dans les 24 heures suivant la sollicitation formulée par écrit.

En cas d'impossibilité pour la maîtrise d'œuvre de prendre une décision dans le temps imparti, celle-ci en rend immédiatement compte à la maîtrise d'ouvrage.

1.6.1.2 Constatations

Sur sollicitation d'un ou plusieurs des intervenants mentionnés à l'article 2.1 et à l'article 2.3, la maîtrise d'œuvre assure les constatations rendues nécessaires à la bonne exécution de la phase Direction de l'exécution des marchés publics de travaux.

Toute constatation intervient dans les 48 heures suivant la sollicitation formulée par écrit.

1.7 Ordonnancement et planification du chantier (OPC)

La maîtrise d'œuvre assure l'ordonnancement et la planification du chantier conformément :

- A l'article R. 2431-17 du code de la commande publique
- Au 7 de l'annexe III de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé

1.8 Assistance lors des opérations de réception (AOR)

La maîtrise d'œuvre assure l'assistance de la maîtrise d'ouvrage lors des opérations de réception conformément :

- A l'article R. 2431-18 du code de la commande publique
- Au 8 de l'annexe III de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé

2 Eléments de mission complémentaire

2.1 Études complémentaires (EMC1)

La maîtrise d'œuvre assiste la maîtrise d'ouvrage dans l'exécution de l'ensemble des études complémentaires nécessaires à la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre, en particulier et de manière non exhaustive :

- Etudes géotechniques
- Etudes hydrogéologiques
- Etudes topographiques
- Etudes bathymétriques
- Etudes hydrauliques
- Etudes environnementales
- Etudes sédimentologiques
- Inspections subaquatiques

Pour cette mission, la maîtrise d'œuvre assure :

- La rédaction des pièces techniques, administratives et financières de consultation
- L'analyse des offres de la consultation
- Le cas échéant, si négociation à engager, conduite de la négociation
- Le cas échéant, si mise au point à effectuer, conduite de la mise au point
- L'assistance au pilotage des prestataires (réunions, établissement des plans de prévention, visites de sites, validation des méthodologies...)
- La rédaction des avis et comptes rendus
- Le suivi des prestations
- La validation et un avis sur les prestations ;
- La rédaction d'une fiche synthétisant les objectifs, et interprétant les résultats et les conclusions issues de la reconnaissance

2.2 Autorisations réglementaires (EMC2)

La maîtrise d'œuvre assiste la maîtrise d'ouvrage dans l'obtention de l'ensemble des autorisations réglementaires auxquelles il est soumis lors d'une opération de travaux, en particulier et de manière non exhaustive :

- Les autorisations environnementales
- Les autorisations d'urbanisme

Pour cette mission, la maîtrise d'œuvre assure :

- Rédaction des dossiers réglementaires conformément à la réglementation en vigueur
- Le cas échéant, si le maître d'ouvrage mandate la maîtrise d'œuvre, dépôt des dossiers réglementaires auprès des services instructeurs
- Le cas échéant, si les services instructeurs demandent des compléments et/ou de précisions au cours de l'instruction, rédaction desdits compléments et/ou de précisions
- Transmission des autorisations au maître d'ouvrage
- Le cas échéant, si les services instructeurs rejettent un ou plusieurs dossiers après instruction, reprise de la démarche (points 1 à 4 susmentionnés) jusqu'à l'obtention de l'ensemble des autorisations réglementaires.

2.3 Prestations ponctuelles (EMC3)

La maîtrise d'œuvre assiste la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'une prestation ponctuelle non prévue dans l'une des missions du présent accord-cadre.

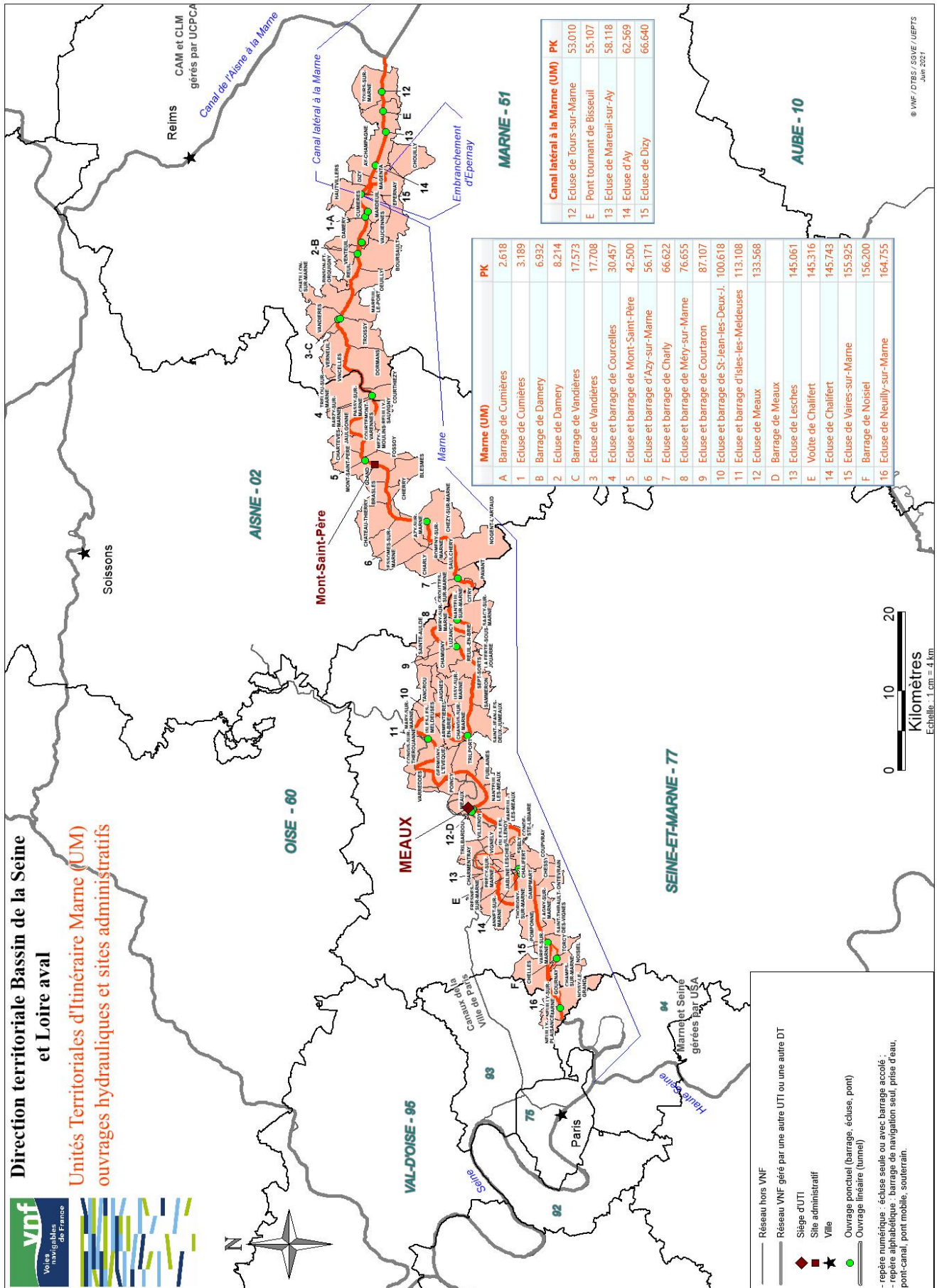
Ces prestations seront systématiquement décomposées sous la forme d'un sous-détail de prix en heures de ingénieur / technicien / dessinateur

2.4 Réunion supplémentaire

Dans le cadre de chacun des éléments de mission autres que DET, il est prévu deux réunions dans le forfait afférent : une réunion de démarrage de la mission et une réunion de restitution à la fin de la mission.

Dans le cas où d'autres réunions seraient nécessaires, le maître d'ouvrage peut demander au titulaire la participation à des réunions en présentiel ou en distanciel (visioconférence) qui seront rémunérées. Il appartiendra également au titulaire de rédiger et diffuser le compte-rendu de ces réunions.

ANNEXE 1



ANNEXE 2

